

● (1430)

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà déclaré que les grandes sociétés internationales et les sociétés canadiennes indépendantes disposeront de liquidités dans la mesure où elles utiliseront le régime fiscal pour investir dans la prospection et le développement et importer des ressources au Canada. Les bénéfices nets dépendront aussi de la manière dont les provinces réagiront aux dispositions annoncées par le gouvernement fédéral lundi soir, c'est-à-dire selon les super redevances qu'elles imposeront, soit le niveau de redevance au-dessus du prix courant de \$3.80 le baril. La part du gouvernement fédéral tirée des recettes de la production à la suite du budget de novembre demeure presque inchangée en vertu du budget de lundi soir et, en fait, les 18 p. 100 du niveau de production représentent, je crois, une juste part pour les Canadiens. Ces 18 p. 100 sont déjà affectés, en effet, et prélevés du Fonds du revenu consolidé aux fins de développement de sources d'énergie, d'investissement dans la Syncrude, d'établissement de la Petro-Canada, de développement d'énergie nucléaire ou de réseaux électriques interconnectés. Donc la part que tire le fédéral des ces ressources est déjà engagée et plus encore dans le développement de sources d'énergie dans notre pays.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, le ministre a laissé entendre dans son discours du budget que les sociétés de la Couronne, y compris Petro-Canada, devraient réduire leurs immobilisations; aussi, je demande au ministre quelle partie des recettes de 450 millions de dollars qu'encaissera le gouvernement fédéral en plus des 350 millions de dollars provenant de la taxe d'accise destinée à aider à combler le déficit provenant des indemnités pétrolières, le gouvernement compte consacrer à Petro-Canada cette année afin de bien montrer que le ministre n'a pas menti en disant que si l'on avait augmenté de 2 milliards de dollars le budget de l'énergie, c'était pour trouver de nouvelles sources de pétrole et de gaz.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, le député oublie deux choses: d'une part Petro-Canada aura la haute main dans la prospection de ces ressources, et surtout il s'agit d'inciter des entreprises qui ont déjà de l'expérience de ce domaine à trouver les ressources et les réserves nécessaires.

* * *

[Français]

MAIN-D'ŒUVRE

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE PROGRAMME DES
INITIATIVES LOCALES POUR 1975-1976

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Étant donné l'annonce qui a été faite dans l'exposé budgétaire récent, se rapportant au programme ou aux sommes d'argent pouvant être utilisées en vertu du Programme d'initiatives locales, le ministre peut-il informer la Chambre s'il a l'intention d'annoncer très prochainement les modalités du programme PIL pour l'année 1975-1976, afin de permettre aux municipalités et aux groupes de préparer immédiatement leurs projets qui devront être présentés et mis en pratique dès le début de l'automne?

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Oui, monsieur l'Orateur, je compte pouvoir donner d'ici quelques semaines de plus amples détails sur cette annonce faite dans le budget.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Comme la taxe sur l'essence, annoncée dans le budget de lundi soir, rendra certaine la réélection du premier ministre M. Davis lors des élections qui doivent avoir lieu l'automne prochain en Ontario, le premier ministre voudrait-il nous dire s'il va envoyer une lettre de regrets et de condoléances à M. Robert Nixon en lui offrant de l'aider à trouver un bon emploi après les élections?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Saint-Hyacinthe a la parole.

* * *

[Français]

LA FONCTION PUBLIQUE

ON DEMANDE QUELS MINISTÈRES ET PROGRAMMES SERONT
TOUCHÉS PAR LES NOUVELLES MESURES D'ÉCONOMIE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

A la suite de son annonce d'hier à l'effet qu'à l'avenir le gouvernement allait dépenser plus soigneusement l'argent des contribuables, le ministre peut-il dire aujourd'hui quels sont les programmes ou les postes précis qui seront réduits, et ceux qui seront différés, au sein du secrétariat d'État aux Affaires extérieures, et notamment, si la gestion et l'administration de l'ACDI seront comprises dans ce projet?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, des précisions seront apportées au cours du débat par les ministres responsables, notamment par mon collègue le président du Conseil du Trésor.

M. Wagner: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances.

Est-ce que le projet des programmes différés et réduits, tant au secrétariat d'État aux Affaires extérieures qu'au ministère de l'Industrie et du Commerce, touche à nos missions ou à nos délégations commerciales à l'étranger? Est-ce que le ministre prévoit le *statu quo* ou s'il a l'intention d'affecter davantage d'argent pour permettre à notre pays de renforcer ses relations économiques avec ses partenaires?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'ai surtout rappelé les différentes attitudes et la position globale du gouvernement. Les questions telles que posées par l'honorable député de Saint-Hyacinthe devraient être posées directement aux ministres responsables.